



## BALANCE DES PAIEMENTS

et

## COMPTABILITÉ NATIONALE

Certains commentaires en matière de balance des paiements font penser à des bulletins météorologiques qui se contenteraient d'indiquer la hauteur de pluie tombée la veille ; sans doute, il est intéressant de savoir que la hauteur de pluie tombée est de  $x$  mm. ou que le déficit commercial a augmenté de  $y$  milliards, donc de « quantifier » les variations ; mais il est quand même préférable d'aller plus loin et de savoir, par exemple, la direction et la force du vent qui a accompagné la pluie ; de même il est prudent de regarder, dans les postes de la balance des paiements autres que le déficit commercial, si la variation, par exemple, des mouvements de capitaux ne serait pas liée à l'évolution du déficit commercial ; d'ailleurs il ne s'agit pas seulement d'essayer de trouver ces liaisons, mais d'abord, dans un premier stade, de prendre conscience du fait que la balance des paiements constitue un ensemble : ainsi, dans le cas du Maroc, des considérations sur l'évolution de la seule balance commerciale (importations et exportations constatées par les Douanes) seraient d'une portée singulièrement restreinte en raison de l'importance exceptionnelle des exportations invisibles : celles-ci, en 1956, représentaient plus des  $3/4$  des exportations comptabilisées par le Service des Douanes.

La balance des paiements constitue donc un tout qu'il est imprudent de dissocier si l'on veut se prononcer valablement sur l'état des relations extérieures d'un pays. Mais la balance des paiements se situe elle-même dans un autre ensemble, qui est l'activité des divers agents économiques ; on finit par croire, à lire certaines études sur les relations extérieures économiques et financières, qu'il existe quelque part dans le pays une espèce d'entité ayant pour nom « com-

merce extérieur » ou « transferts de capitaux » ; en fait il existe des **agents économiques**, entreprises, particuliers, Etat (nationaux et étrangers) qui achètent et vendent à l'extérieur ; et il se trouve que ce sont ces mêmes agents qui paient des intérêts à l'étranger, qui versent ou reçoivent des revenus du travail, transfèrent des capitaux. Toutes les rubriques d'une balance des paiements doivent donc être rattachées à ces espèces de « dénominateurs communs » que sont la production, la consommation, la propension à l'épargne et à l'investissement.

La comptabilité nationale permet précisément d'effectuer ces liaisons puisqu'elle a pour objet de décrire, par des procédés comptables, l'activité des divers agents économiques d'un pays. L'un des premiers résultats de la comptabilité nationale est de fournir des **ordres de grandeur** ; ainsi il est d'un intérêt primordial d'avoir une estimation des investissements qu'exige le maintien (ou l'accroissement) du niveau de vie individuel ; ce calcul suppose d'abord la connaissance du taux de croissance démographique et une évaluation d'un rendement moyen des investissements (ou coefficient de capital) ainsi que des investissements annuellement nécessaires pour maintenir le capital existant ; à ces données démographiques et techniques la comptabilité nationale ajoute une évaluation de la consommation globale ; le calcul de l'investissement brut total est alors possible et permet d'évaluer à leurs justes proportions les projets d'investissements, tant publics que privés.

Mais la comptabilité nationale présente un autre intérêt, découlant de sa technique même : grâce aux systèmes de relations qu'implique la construction des comptes nationaux, on peut prendre conscience, de

façon permanente, des **liaisons** qui existent entre les divers phénomènes économiques ; sans doute ces relations sont-elles le plus souvent connues de tous mais la comptabilité nationale les ordonne dans un cadre cohérent et surtout interdit de les oublier ; l'expérience montre qu'une relation aussi simple que celle qui traduit l'égalité des ressources et des emplois est parfois perdue de vue (même par des économistes) :

Consommation finale + Investissement + Exportations = Valeur ajoutée (1) + Importations.

(Peut-être pourrait-on bâtir une bonne partie de l'enseignement de l'économie politique sur des exercices consistant à apporter des modifications à des tableaux de comptabilité nationale, car chaque chiffre corrigé conduit à en corriger 3 autres ; la question mériterait, en tout cas, d'être étudiée).

Les problèmes économiques sont trop souvent traités soit d'une manière générale, subjective, vague (et partielle), soit avec un luxe de formules mathématiques qui rendent difficile la compréhension des questions essentielles ; dans ce domaine de l'explication et de la prévision économiques l'avenir appartient certainement aux mathématiques mais la comptabilité nationale présente cet avantage de mettre à la portée de chacun les principales données du fonctionnement de l'activité économique.

Cette brève note a précisément pour objet de montrer comment la référence au cadre des comptes nationaux permet de mieux appréhender les problèmes spécifiques de la balance des paiements. Des considérations de méthode seront suivies d'une application à l'évolution de la balance des paiements du Maroc au cours des 10 dernières années.

## I. — LA BALANCE DES PAIEMENTS DANS LE CADRE DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

### A. BALANCE DES PAIEMENTS ET COMPTABILITÉ EN PARTIE DOUBLE

Les recettes et dépenses extérieures d'un pays sont souvent regroupées en 2 grandes catégories :

1. **Les opérations courantes** : il s'agit essentiellement d'opérations portant sur des **biens et services** ; appartiennent à ce groupe tout d'abord ce qu'il est convenu d'appeler le « commerce extérieur », c'est-à-dire les importations et exportations de marchandises comptabilisées par les Services des Douanes. Il s'y ajoute des achats et ventes de services non repris par les Douanes : assurances, frais d'escale, commissions, frais d'études, redevances etc... Enfin un dernier poste, non négligeable, est constitué par les importations et exportations « sur place » : dépenses et recettes au titre du tourisme, dépenses des services administratifs étrangers notamment. Outre ces opérations sur biens et services les opérations « courantes » comprennent les dépenses et recettes au titre des **revenus** du travail et du capital ainsi que les **dons**.

2. **Les opérations en capital** : on inscrit à cette rubrique les prêts à court, moyen ou long terme ainsi que les investissements (les remboursements et les désinvestissements sont évidemment comptabilisés dans ce même groupe). On trouvera donc, dans ces opérations en capital, les prêts accordés par un gouvernement étranger, les investissements privés étran-

gers dans le pays considéré, les amortissements d'emprunts antérieurs etc...

Certaines opérations en capital peuvent faire l'objet d'une classification à part, en raison de leur nature particulière : il s'agit des avoirs extérieurs du système bancaire (devises, or, effets de commerce essentiellement) ; on parle souvent de balance des paiements « excédentaire » ou « déficitaire », le déficit ou l'excédent s'appréciant par rapport à toutes les opérations sauf celles qui concernent les avoirs extérieurs du système bancaire ; mais cette présentation des choses risque de créer un malentendu quant aux mécanismes d'équilibre de la balance ; on pourrait croire en effet qu'une fois toutes les opérations dénouées on a recours aux avoirs extérieurs pour compenser un excédent ou un déficit ; il n'en est rien, puisque l'équilibre se réalise automatiquement à l'occasion de chaque opération.

Le schéma ci-dessous permettra de comprendre que l'équilibre de la balance se réalise en fait « au jour le jour » ; la balance des paiements d'un pays n'est rien d'autre que l'agrégation des balances des paiements des divers agents économiques : entreprises, particuliers et Etat ; chaque opération d'un agent est toujours équilibrée par une opération en sens inverse qui en permet la réalisation : ainsi l'achat d'un bien de consommation, porté en dépense dans le compte de l'agent, est contrebalancé par une recette (ou plutôt ressource) qui sera par exemple la diminution de l'encaisse de l'agent dans le cas d'un paiement immédiat en numéraire. Il n'existe pas de différence fondamentale lorsque l'opération est conclue avec l'étranger ; le système bancaire sert simplement d'écran pour réaliser la conversion des monnaies.

(1) Ou production intérieure brute, c'est-à-dire la différence entre la production et la consommation intermédiaire de l'ensemble des entreprises.

On peut aussi définir la valeur ajoutée par ses composantes : salaires, impôts, amortissement, profit.

TABLEAU 1

Rubrique de la balance	Opérations courantes				Opérations en Capital		Avoirs Extérieurs	
	Biens, services, revenus		Dons		R (1)	D (2)	R (1)	D (2)
	R (1)	D (2)	R (1)	D (2)				
<b>I. — Opérations courantes</b>								
1. Biens et services								
Importation payée comptant		100					100	
Importation à crédit		100			100			
Troc	100	100						
2. Dons (reçus)								
En nature		100	100					
En espèces			100					100
<b>II. — Opérations en capital</b>								
1. Prêt financier					100			100
2. Prêt marchandise		100			100			
<b>III. — Avoirs extérieurs</b>								
Variations internes							100	100
<b>Total</b>	100	500	200	—	300	—	200	300

Pour ne pas alourdir la présentation :

— on n'a repris que les opérations correspondant à des entrées de marchandises, à des dons reçus et à des entrées de capitaux.

— on a éliminé les relations des Banques et des agents qui n'apparaissent pas en balance des paiements.

Ces dernières peuvent être retracées ainsi :

	Banque		Agent	
	R (1)	D (2)	R (1)	D (2)
Importation ..				100
Monnaie locale		100	100	
Devises	100			
	100	100	100	100

L'agent économique assure la couverture de sa dépense en réduisant son encaisse en monnaie locale et la Banque opère le transfert du paiement en prélevant sur ses avoirs extérieurs. On voit que le document « Balance des paiements » élimine l'opération en monnaie locale pour ne retenir que l'importation et la réduction d'avoirs extérieurs. L'opération reste cependant enregistrée en partie double et c'est là le fait essentiel qu'il convient de retenir.

(1) Ressource  
(2) Dépense

Dans le cas d'une importation à crédit les avoirs extérieurs ne sont pas mouvementés, de même bien entendu que dans le cas du troc, du don en nature et du prêt marchandise. Toutefois l'importance relative des opérations de ce genre reste très faible, l'essentiel des opérations se traduisant dans l'immédiat (ou avec un décalage dans le cas de crédit) par une augmentation ou une diminution des avoirs extérieurs du système bancaire.

Ce schéma de balance des paiements retrace bien sûr les **liaisons instantanées** : ainsi les prêts financiers sont en général utilisés sous forme d'importation de marchandises : dans ce cas les avoirs extérieurs, qui avaient augmenté lors du versement du prêt, diminuent (recette), la dépense correspondante figurant en biens et services ; mais ceci a lieu dans un stade ultérieur. On notera également que les avoirs extérieurs ont un rôle passif sauf dans le cas de mouvements internes à ces avoirs : cession de devises par les Banques à la Banque centrale, achat d'or par celle-ci etc...

Chaque opération donnant lieu à deux écritures du même montant et en sens inverse l'équilibre de la balance en découle tout naturellement ; dans le cas ci-dessus, la balance s'équilibre ainsi :

Dépenses (achats nets)	— 400
Recettes	500
Dons : 200	
Prêts : 300	
Avoirs extérieurs (augmentation)	— 100

En somme le pays a eu à sa disposition 500 de devises dont il n'a utilisé que 400 ; le reste se retrouve automatiquement en augmentation des avoirs extérieurs.

On a vu ci-dessus que le document « Balance des paiements » simplifierait la présentation des mécanismes en éliminant la conversion des monnaies ; mais la simplification qu'il opère tient surtout au fait qu'il ne retrace pas de façon comptable les relations entre **les agents du pays et l'extérieur** ; ces relations sont par contre décrites par les tableaux économiques de la comptabilité nationale. Si, dans ces tableaux, la balance des paiements en tant que document d'ensemble disparaît, la compréhension des problèmes des relations extérieures est cependant plus facile.

## B. BALANCE DES PAIEMENTS ET COMPTABILITÉ NATIONALE

### 1. Les mécanismes comptables

Si l'on fait apparaître l'extérieur en tant qu'agent on obtient le schéma suivant :

	Agent national		Banque		Extérieur	
	R	D	R	D	R	D
Importation		100			100	
Monnaie locale	100			100		
Devises			100			100
	100	100	100	100	100	100

Les chiffres encadrés étant ceux qui sont repris dans le document « Balance des paiements » on voit que ce tableau apporte des précisions pour la compréhension du mécanisme des opérations ; l'écriture en partie double intervient en somme horizontalement et l'on obtient un équilibre de ressources et d'emplois non seulement verticalement par agents, mais aussi horizontalement, par type d'opération.

Les tableaux économiques de la comptabilité nationale regroupent précisément les opérations des divers agents économiques. On peut distinguer 3 grandes catégories d'opérations :

1. **Opérations sur biens et services** : il s'agira de la production, de la consommation, des investissements, des variations de stocks, des achats et ventes à l'extérieur.

2. **Opérations de répartition** : les paiements de salaires, de revenus de la propriété, d'intérêts, d'impôts et de transferts assurent la répartition des résultats de l'activité économique décrite dans la 1<sup>re</sup> catégorie d'opérations.

3. **Opérations financières** : le solde laissé par les opérations sur biens et services et les opérations de

répartition est contrebalancé par des prêts (ou des remboursements) de formes variées : investissements, emprunts, variation des avoirs en devises.

Les catégories (1) et (2) correspondent aux opérations courantes de la balance des paiements et la dernière aux opérations en capital (y compris la variation des avoirs extérieurs) ; en fait on présente en général le détail des opérations financières dans un tableau particulier, rattaché au tableau économique par la dernière ligne de celui-ci. Mais il est bien entendu que les opérations sur biens et services qui font jouer les opérations financières (exemple : importation à crédit) s'inscrivent simultanément dans les 2 tableaux.

On retrouve dans le Tableau économique d'ensemble (1) ci-après les opérations courantes du tableau 1, ventilées par agents (Tableau 2).

Les entreprises importent 300 et exportent 100 tandis que les ménages importent directement 200 ; les dons extérieurs sont répartis entre Etat et ménages. Le tableau financier suivant fait apparaître les prêts et décrit les mécanismes mettant en jeu monnaie locale et devises (Tableau 3).

On prendra comme exemple le cas d'une importation payée comptant : cette opération donne lieu à 6 inscriptions puisque 3 lignes sont en jeu (biens, monnaie locale, devises) : réalisation de l'importation (tableau économique), paiement en monnaie locale à la Banque, paiement en devises par celle-ci au vendeur étranger (tableau financier).

On peut voir comment les besoins et les capacités de financement des agents sont satisfaits et utilisés : le besoin de financement de 250 des entreprises est couvert par 100 de crédit, 100 de réduction d'encaisse et 50 en provenance des ménages ; l'Etat qui avait une capacité de 30 reçoit 100 mais accroît son encaisse de 200 ; 70 lui sont fournis par les ménages ; dans le cas le plus simple cet ajustement entre agents nationaux se fait par **des variations d'encaisse**, la Banque servant d'écran entre les comptes ; ainsi les ménages, d'après le Tableau économique, avaient dépensé 20 de moins qu'ils n'avaient reçu ; mais comme une partie de leur dépense n'a pas été payée (100 de prêt), en fait ils se trouvent à la tête de 120 en monnaie locale ; (ce mécanisme pourrait être décrit si l'on retraçait les liaisons de toutes les opérations courantes avec la ligne « monnaie » du Tableau financier).

Les tableaux de la comptabilité nationale permettent donc une description des relations entre agents mais présentent aussi l'intérêt de mettre en évidence les principales données de l'activité économique.

(1) Le compte d'exploitation des entreprises retrace les opérations de production et celles qui sont directement liées à la production (salaires, impôts indirects). Les comptes d'affectation décrivent les sources de revenus et leur utilisation. Enfin les comptes de capital reprennent les opérations d'investissement.

Tableau 2 : TABLEAU ÉCONOMIQUE D'ENSEMBLE

E : emploi ou dépense ; R : ressources

Agents Opérations	Entreprises						Ménages				Etat				Extérieur		Total		
	Exploitation		Affectation		Capital		Affectation		Capital		Affect.		Capital		E	R	E	R	
	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R					
1. Opérations biens et servi- ces	300	100					200									100	500	3.000	3.000
2. Opérations de répartition		2.400			450		1.760		20		140		30						
Salaires ...	550						760				210							760	760
Dons ...							100								200			200	200
Impôts ...	210		70				30						100					310	310
Revenus ...			1.170				1.170						310					1.170	1.170
Résultat d'exploit. ...	1.440			1.440														1.440	1.440
3. Opérations financières																			
Épargne ...			200			200	40			40	60			60				300	300
Capacité de financement									20				30		200			250	
Besoin de fi- nancement.						250													250
Total ...	2.500	2.500	1.440	1.440	450	450	2.030	2.030	40	40	410	410	60	60	500	500		7.430	7.430

Tableau 3 : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

	Entreprises		Ménages		Etat		Banque		Extérieur	
	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R
1. Rappel du tableau économique										
Importation comptant	100									100
Importation à crédit	100									100
Prêt marchandises			100							100
Don en espèces						100			100	
2. Opérations financières										
Prêts										
financier						100				100
marchandises				100						100
imp. à crédit		100								100
Monnaie locale										
imp. comptant		100					100			
don en espèces					100			100		
prêt financier					100			100		
Devises										
imp. comptant								100	100	
don en espèces							100			100
prêt financier							100			100
Total opérations financières		200		100	200	100	300	300	400	200
Total net		200		100	100				200	
+ Ajustement interne		50	120			70				
= Capacité et besoin de financement		250	20		30				200	

## 2. Les principales données économiques

La première ligne du tableau économique retrace l'équilibre des ressources et emplois en biens et services pour la période considérée. Cet équilibre s'écrit ainsi :

Production + Importation = Consommation + Investissement + Exportation.

soit :  $2.200 (1) + 500 = (1960 + 140) + (450 + 20 + 30) + 100$

$$2.200 + 500 = 2.100 + 500 + 100$$

En schématisant largement, on peut donc dire que la production locale, plus un déficit commercial de 400 a été utilisée à concurrence de 2.100 en consommation dite « finale » (Etat + ménages) et de 500 en investissement. Pour présenter les relations entre les données principales de l'activité économique on utilisera les abréviations suivantes :

C = Consommation finale ;  
I = Investissement ;  
P = Production intérieure brute ;  
D = Déficit commercial ;  
T = Traitements des fonctionnaires ;  
R = Revenus nets venant de l'extérieur ;  
E = Epargne.

On peut donc écrire comme ci-dessus :

$$P + D = C + I.$$

Ou, en ajoutant successivement T et R :

$$P + T + D = C + T + I.$$

$$(P + T + R) + D - R = C + T + I.$$

Ce qui peut s'écrire (2) :

Produit national brut + D - R = Dépense nationale brute.

Par ailleurs, on a, en balance des paiements :

$$\text{Déficit des opérations courantes} = D - R - \text{dons.}$$

$$\text{Déficit des opérations courantes} + \text{dons} = D - R.$$

On a donc :

$$\text{PNB} + \text{déficit des opérations courantes} + \text{dons} = \text{DNB} ;$$

ce qui se vérifie dans l'exemple choisi :

$$(2.200 + 210) + 200 + 200 = 2.810 = (2.100 + 210 + 500).$$

Le déficit des opérations courantes, corrigé des dons, mesure donc la différence entre le produit national et la dépense nationale d'un pays. Le pays en question a dépensé plus qu'il n'a produit, à concurrence de 400. Lorsqu'un particulier dépense plus qu'il ne produit (ou encore dépense plus que ce à quoi lui donne droit son activité de l'année), il ne peut vivre ainsi au-dessus de ses moyens que de 3 façons :

- grâce à des dons ;
- en liquidant une épargne antérieure ;
- en obtenant des prêts.

Le pays considéré a obtenu 200 de dons et 300 de prêts, dont 200 seulement ont été utilisés.

Le déficit des opérations courantes apparaît également dans les relations entre l'épargne et l'investissement ; on a :

$$C + E = P + R + \text{dons.}$$

En remplaçant P par sa valeur dans  $P + D = C + I$  :

$$C + E = C + I - D + R + \text{dons.}$$

$$E = I - D + R + \text{dons.}$$

$$E + D - R - \text{dons} = I.$$

$$E + \text{déficit des opérations courantes} = I.$$

Le déficit des opérations courantes est donc aussi égal à la différence entre l'épargne et l'investissement ( $I = 500$ ,  $E = 300$ ).

Ainsi, quand dans un pays la dépense est supérieure au produit et l'investissement à l'épargne, la différence est égale au déficit des opérations courantes (corrigé des dons dans la relation dépense-produit) ; ces relations peuvent paraître évidentes surtout si l'on considère que le déficit des opérations courantes est égal à l'excédent des opérations en capital ; il n'en demeure pas moins qu'elles sont précieuses pour une analyse de l'évolution de la balance des paiements.

## II. ÉVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MAROC DE 1952 A 1961

### A. Déficit commercial et mouvements de capitaux privés

Les tableaux figurant en annexe regroupent les diverses opérations de la balance en 5 catégories :

1. Les opérations courantes privées : commerce extérieur, services, revenus, dons.

2. Les opérations courantes publiques : dépenses et recettes étrangères (civiles et militaires, versement

(1) Différence entre achats et ventes des entreprises =  $2.400 + 100 - 300$ .

(2) La dépense nationale brute d'un pays est égale au total : consommation des ménages et de l'Etat + investissements des nationaux. Le Produit national brut est l'agrégat le plus représentatif de l'activité d'un pays ; il est obtenu en additionnant la production intérieure brute, les salaires des fonctionnaires et les revenus en provenance de l'extérieur — les revenus versés à l'extérieur.

de pensions et de dons), dépenses et recettes marocaines (notamment : intérêts de la dette publique, dépenses administratives à l'extérieur).

3. Les opérations privées en capital : (prêts, investissements et, en sens inverse, amortissements et désinvestissements).

4. Les opérations publiques en capital : (il s'agit essentiellement, dans le cas du Maroc, de l'aide financière apportée par les gouvernements étrangers, et de son remboursement).

5. Les variations des avoirs extérieurs : (avoirs du système bancaire et du Trésor).

Ces diverses catégories d'opérations ont évolué ainsi de 1952 à 1961 :

EVOLUTION DES DIVERS SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

(en millions de dirhams)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<b>Soldes des opérations courantes</b> .....	<b>-255</b>	<b>-184</b>	<b>-220</b>	<b>50</b>	<b>407</b>	<b>429</b>	<b>433</b>	<b>546</b>	<b>327</b>	<b>-123</b>
privées .....	-763	-728	-717	-598	-495	-358	-281	-14	-167	-488
publiques .....	508	544	497	648	902	787	714	560	494	365
<b>Solde des opérations en capital</b> .....	<b>332</b>	<b>209</b>	<b>213</b>	<b>-29</b>	<b>-907</b>	<b>-4</b>	<b>-272</b>	<b>-338</b>	<b>42</b>	<b>-137</b>
privées .....	195	55	65	-218	-1039	-186	-355	-478	-162	-301
publiques .....	137	154	148	189	132	182	83	140	204	164
<b>Solde global égal à la variation des avois extérieurs</b> .....	<b>77</b>	<b>25</b>	<b>-7</b>	<b>21</b>	<b>-500</b>	<b>425</b>	<b>161</b>	<b>208</b>	<b>369</b>	<b>-260</b>

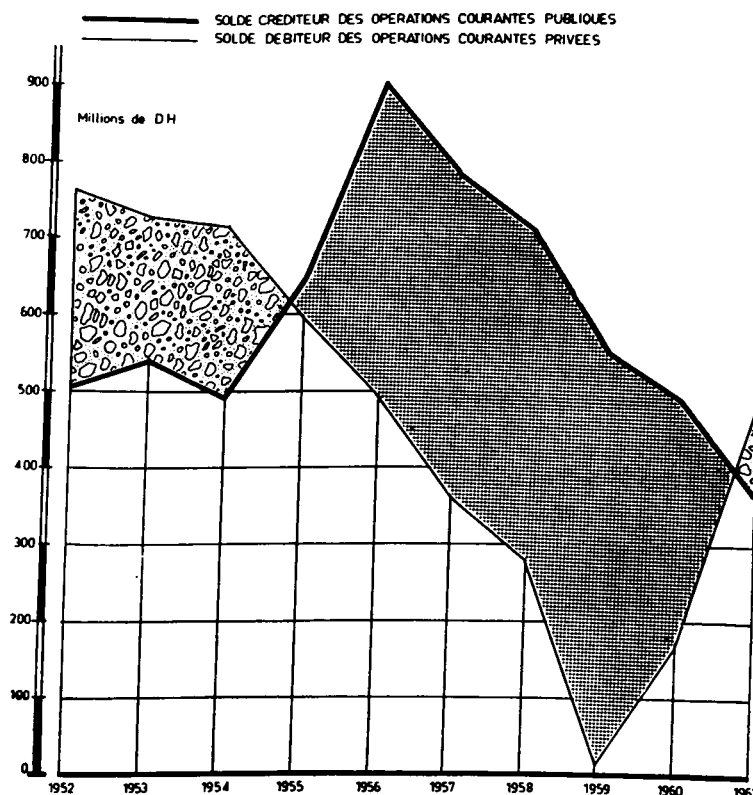
Il semble que l'on puisse différencier 2 périodes dans cette évolution : jusqu'en 1959 inclus le solde des opérations courantes s'améliore : le déficit dimi-

nue, disparaît et l'excédent s'accroît régulièrement ; l'année 1960 marque le renversement de cette tendance, le déficit réapparaissant en 1961.

Graphique n° 1

BALANCE DES PAIEMENTS DU MAROC

EVOLUTION DU SOLDE DES OPERATIONS COURANTES



Le graphique n° 1 montre le rôle déterminant joué par les opérations privées dans cette évolution, bien que les opérations publiques aient parfois amorti ces

variations (de 1956 à 1959 notamment). Le tableau ci-dessous indique que dans ces opérations privées, le rôle essentiel a été joué par le déficit commercial :

## ÉVOLUTION DU DÉFICIT COMMERCIAL

(en millions de dirhams)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Variation (de 1952 à 1959)
Importations .....	1.805	1.711	1.679	1.640	1.607	1.491	1.684	1.456	— 349
Exportations .....	958	948	1.004	1.101	1.200	1.191	1.466	1.462	+ 504
Déficit .....	847	763	675	539	407	300	218	— 6	— 853

En 7 ans un déficit commercial de 847 millions de dirhams a donc disparu en diminuant très régulièrement. L'évolution est plus frappante encore si l'on considère le pourcentage de couverture des importations par les exportations : en 1952 les exportations couvraient un peu plus de la moitié des importations et les couvrent intégralement quelques années plus tard seulement.

A ce bouleversement dans la balance des opérations courantes correspond une évolution plus spectaculaire encore dans les opérations en capital : si l'aide publique en capital ne subit pas de changements significatifs il en est tout autrement des mouvements privés de capitaux : aux entrées nettes de capitaux de 1952 succèdent, à partir de 1955, des sorties nettes dépassant 100 milliards de francs en 1956.

Si le déficit commercial a diminué dans de telles proportions sans que les autres opérations courantes compensent cette variation, il fallait évidemment s'attendre à trouver, dans les opérations en capital, un poste ayant varié en sens inverse (puisque la balance est automatiquement équilibrée) ; bien que les avoirs extérieurs aient joué un certain rôle, l'élément « compensateur » des variations du déficit commercial réside dans les mouvements privés de capitaux ; mais il ne s'agit pas là d'une simple correspondance arithmétique, les 2 mouvements sont en effet liés sur le plan économique.

### B. Propension à épargner et propension à investir.

Le graphique n° 2 reproduit l'évolution du solde des opérations courantes ; de 1952 à 1954 ce solde est négatif, le Maroc dépense plus qu'il ne produit ; de 1955 à 1960 par contre la dépense est inférieure au produit, tandis que l'année 1961 marque un retour à la situation 1952-1954. Lorsqu'un pays veut dépenser plus qu'il ne produit, 2 moyens sont à sa disposition (outre des dons) :

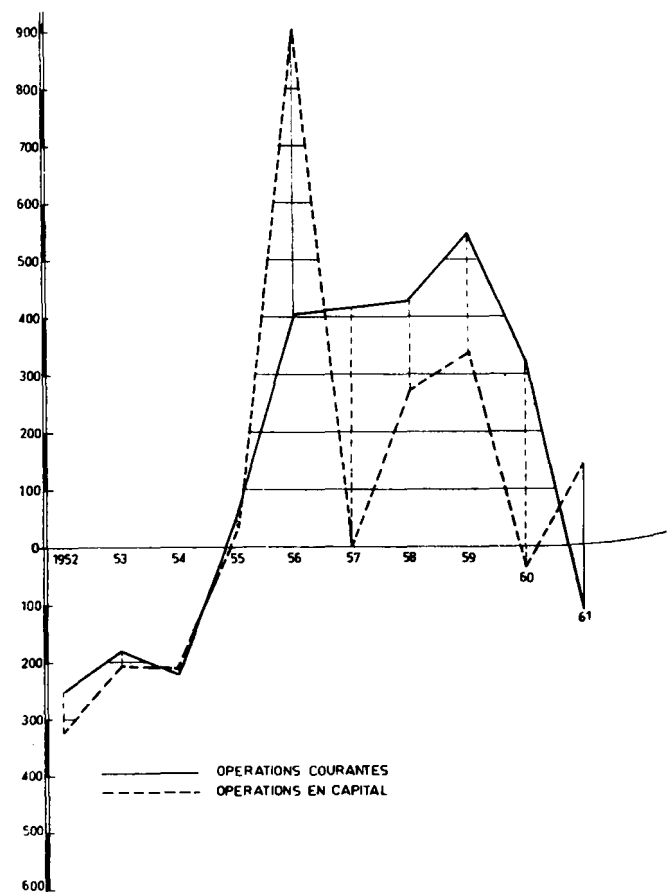
- obtenir des prêts extérieurs ;
- liquider des réserves antérieures (avoirs extérieurs).

La 2<sup>me</sup> courbe du graphique permet d'illustrer les moyens de couverture utilisés par le Maroc pour assurer la différence entre son Produit et sa Dépense ; cette courbe retrace en effet l'évolution des opérations en

Graphique n° 2

### BALANCE DES PAIEMENTS DU MAROC

ÉVOLUTION DES SOLDES DES OPÉRATIONS COURANTES ET DES OPÉRATIONS EN CAPITAL



capital (avoirs extérieurs exclus) : ainsi, en 1952 les entrées de capitaux ont été supérieures à l'excédent de la Dépense sur le Produit, d'où une augmentation des avoirs extérieurs (différence d'ordonnée portée en pointillé). En 1956 l'excédent du Produit sur la Dépense n'est pas suffisant pour faire face aux sorties de capitaux, qui ne peuvent alors être assurées que grâce à un prélèvement sur les avoirs extérieurs ; ceux-ci peuvent se reconstituer au cours des années suivantes ; on a vu ci-dessus qu'un excédent du Produit



sur la Dépense correspond à un excédent d'épargne sur l'investissement ; lorsque cette différence se retrouve en réserves de devises on peut dire que le Maroc épargne son épargne.

Au cours de la période considérée, la Dépense nationale est donc devenue progressivement inférieure au Produit national ; les calculs de comptabilité nationale montrent que ce dernier a augmenté, plus rapidement que la Dépense ; celle-ci étant égale à la somme Consommation + Investissement, son retard sur le Produit peut s'expliquer par un retard soit de la consommation, soit de l'investissement ; c'est en fait la baisse brutale des investissements qui est l'origine du retournement de tendance. On a vu que :

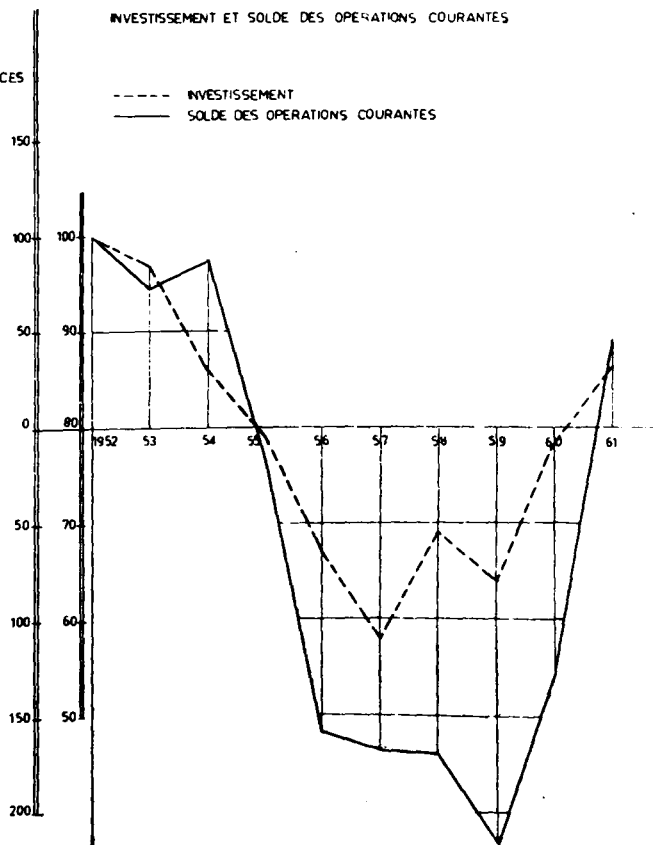
$$\text{Solde des opérations courantes} + \text{Epargne} = \text{Investissement.}$$

La propension à l'épargne est restée à peu près constante de 1952 à 1960 tandis que le taux d'investissement diminuait. Les changements profonds de tendance relevés dans la balance des paiements du Maroc s'expliquent avant tout par le maintien du taux d'épargne et la chute du taux d'investissement.

Le graphique n° 3 rapproche précisément l'évolution de l'investissement réalisé au Maroc du solde des opérations courantes de la balance des paiements. On voit qu'il existe un parallélisme assez net entre les 2 courbes, leur croisement en 1961 traduisant une réduction de l'épargne.

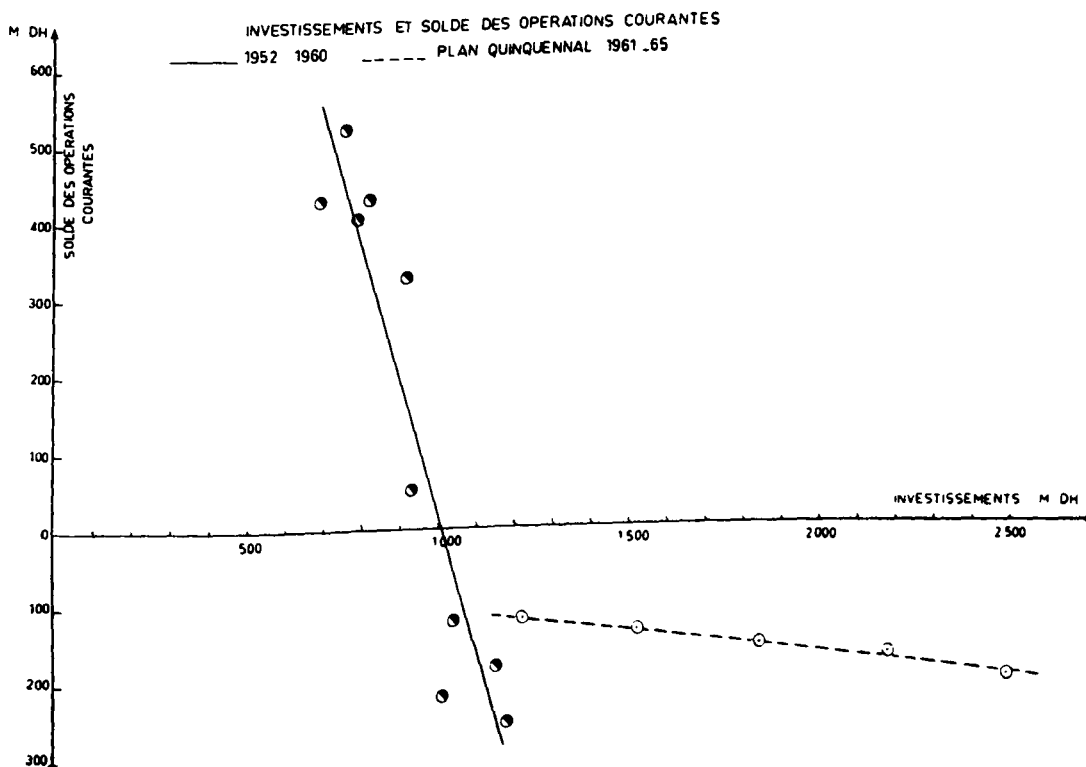
Graphique n° 3

BALANCE DES PAIEMENTS DU MAROC  
INVESTISSEMENT ET SOLDE DES OPERATIONS COURANTES



Graphique n° 4

BALANCE DES PAIEMENTS DU MAROC



## CONCLUSION

Le rapprochement de la balance des paiements avec les données de base de l'évolution économique récente permet donc de mieux apprécier certaines évolutions. On considère parfois avec faveur la réduction du déficit commercial et l'existence d'avoires extérieurs abondants ; mais on déplore en même temps le faible niveau des investissements ; la contradiction est évidente, car on ne peut que se féliciter des 3 phénomènes à la fois ou les déplorer tous les 3. Les graphiques n° 2 et 3 montrent en effet que le **déficit commercial réduit et les avoires extérieurs représentent pour une bonne part de l'investissement qui ne s'est pas fait**. Ainsi, en raisonnant très globalement, l'épargne locale aurait pu financer en 1958 un investissement supplémentaire de 516 millions de dirhams, mais les avoires extérieurs seraient restés stables au lieu d'augmenter de 162 millions de dirhams et le déficit commercial aurait plus que triplé.

Mais une précision capitale s'impose immédiatement : la corrélation qu'on observe sur le graphique n° 3 entre investissement et solde des opérations courantes traduit la stabilité du taux d'épargne ; il est clair qu'une intervention de l'Etat pour accroître le taux d'épargne permettrait de dissocier les 2 courbes (donc situation inverse de celle de 1961).

On aborde ainsi les problèmes de financement du Plan quinquennal 1960-64 ; il est prévu que, sur la base 100 en 1960, les investissements doivent attein-

dre l'indice 272 en 1965 ; si le solde des opérations courantes suivait cette progression cela se traduirait par un déficit commercial incompatible avec les perspectives d'apports extérieurs en capitaux ; c'est précisément sur la base d'hypothèses moyennes sur ces apports qu'ont été établis les divers tableaux d'équilibre du Plan (voir l'ouvrage sur le développement industriel). Les éléments de la balance des paiements autres que le déficit commercial ont fait l'objet d'évaluations autonomes : dépenses des touristes, dépenses des administrations étrangères, transferts de salaires, revenus et intérêts, charges d'amortissement, services divers ; ces divers chiffres, ajoutés au montant estimé de prêts extérieurs, permettraient d'obtenir, par différence, le déficit commercial. Le solde des opérations courantes de la balance prospective 1965 est donc la résultante des données sur le volume des investissements et des hypothèses sur le financement extérieur.

En définitive, le taux d'épargne devrait passer de 13 % du Produit national brut en 1960 à 20 % en 1965 ; il s'agit là d'une véritable mutation puisque ce dernier taux est celui des pays d'Europe occidentale ; or il est bien évident que le niveau de vie moyen marocain n'atteindra pas en 1965 un chiffre suffisamment élevé pour qu'un tel taux d'épargne s'établisse de lui-même. Cette mutation est d'ailleurs illustrée de façon nette par le graphique n° 4. L'équilibre de la balance des paiements exige donc, dans le cadre de la réalisation des investissements du Plan, des efforts qu'on ne risque pas de surestimer.

R. RAYMONDAUD

## BALANCE DES PAIEMENTS 1961 (1)

## I. — OPÉRATIONS COURANTES

## A. OPÉRATIONS PRIVÉES

(en millions de dirhams)

RECETTES				DÉPENSES			
	Zone franc	Autres pays	Total		Zone franc	Autres pays	Total
<b>1. Commerce extérieur</b>				<b>1. Commerce extérieur</b>			
Marchandises .....	864	972	1.836	Marchandises .....	1.073	1.032	2.105
<b>2. Services</b>				<b>2. Services</b>			
a) frêt— marchandises	11	2	13	a) frêt— marchandises	50	85	135
— passagers ..	15	1	16	— passagers ..	30	4	34
b) assurances .....	3	3	6	b) assurances .....	10	8	18
c) frais d'escale .....	6	20	26	c) frais d'escale .....	1	1	2
d) tourisme .....	26	100	126	d) tourisme .....	54	52	106
e) services divers .....	14	19	33	e) services divers .....	38	13	51
<b>3. Revenus du capital ..</b>	19	21	40	<b>3. Revenus du capital ..</b>	133	32	165
<b>4. Transferts divers .....</b>	59	24	83	<b>4. Transferts divers .....</b>	27	7	34
<b>Total .....</b>	<b>1.017</b>	<b>1.162</b>	<b>2.179</b>	<b>Total .....</b>	<b>1.433</b>	<b>1.234</b>	<b>2.667</b>

## B. OPÉRATIONS PUBLIQUES

(en millions de dirhams)

RECETTES				DÉPENSES			
	Zone franc	Autres pays	Total		Zone franc	Autres pays	Total
<b>1. Dépenses administrati- ves étrangères</b> (dépenses civiles et mi- litaires, pensions) .....	217	104	321	<b>1. Intérêts .....</b>	11	13	24
<b>2. Divers (dons) .....</b>		81	81	<b>2. Dépenses marocaines...</b>	3	10	13
<b>Total .....</b>	<b>217</b>	<b>185</b>	<b>402</b>	<b>Total .....</b>	<b>14</b>	<b>23</b>	<b>37</b>
<b>Total des recettes pri- vées .....</b>	<b>1.017</b>	<b>1.162</b>	<b>2.179</b>	<b>Total des dépenses pri- vées .....</b>	<b>1.433</b>	<b>1.234</b>	<b>2.667</b>
<b>Total des recettes cou- rantes .....</b>	<b>1.234</b>	<b>1.347</b>	<b>2.581</b>	<b>Total des dépenses cou- rantes .....</b>	<b>1.447</b>	<b>1.257</b>	<b>2.704</b>
<b>Solde débiteur .....</b>	<b>213</b>	<b>— 90</b>	<b>123</b>				
<b>Total .....</b>	<b>1.447</b>	<b>1.257</b>	<b>2.704</b>				

(1) Cette balance a été établie par le Bureau de la Comptabilité Nationale de la Division du Plan; afin de mieux identifier la nature des opérations on a parfois procédé à des évaluations autonomes au lieu de reprendre les statistiques de l'Office

marocain des changes; cette balance est donc différente d'une balance des paiements où seraient repris uniquement des chiffres de règlement.

## II. — OPÉRATIONS EN CAPITAL

## A. OPÉRATIONS PRIVÉES

(en millions de dirhams)

RECETTES			DÉPENSES				
	Zone franc	Autres pays	Total		Zone franc	Autres pays	Total
1. Patrimoine marocain à l'extérieur (diminution) .....				1. Patrimoine marocain à l'extérieur (augmentation)			
				Monnaies .....	14		14
				Divers .....	165	14	179
2. Patrimoine étranger au Maroc (augmentation) .....	20	36	56	2. Patrimoine étranger au Maroc (diminution)			
				Remboursements et désinvestissements .....	35	14	49
Total .....	20	36	56		214	28	242

## B. OPÉRATIONS PUBLIQUES

(en millions de dirhams)

RECETTES			DÉPENSES				
	Zone franc	Autres pays	Total		Zone franc	Autres pays	Total
1. Prêts publics extérieurs		209	209	1. Amortissement de la dette publique .....	6	1	7
2. Divers				2. Divers (FMI) .....		38	38
Total .....		209	209	Total .....	6	39	45
Total des recettes privées .....	20	36	56	Total des dépenses privées .....	214	28	242
Total des recettes en capital .....	20	245	265	Total des dépenses en capital .....	220	67	287
Report des recettes courantes .....	1.234	1.347	2.581	Report des dépenses courantes .....	1.447	1.257	2.704
Total général des recettes recensées .....	1.254	1.592	2.846	Total général des dépenses recensées ..	1.667	1.324	2.991
Equilibre							
Avoirs extérieurs des banques privées .....			121				
Avoirs extérieurs de la Banque du Maroc .....			139				
Solde (erreurs et omissions) .....			— 115				
Total .....			2.991				